

**Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des
articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme
pour un plan local d'urbanisme**

Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de
réaliser une évaluation environnementale
Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

Annexe 3 : L'auto-évaluation

L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'article R.104-34 du code de l'urbanisme énonce que le dossier de saisine de l'autorité environnementale, à l'issue d'une auto-évaluation qui conclut à l'absence d'incidences sur l'environnement, comprend un exposé démontrant cette absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive.

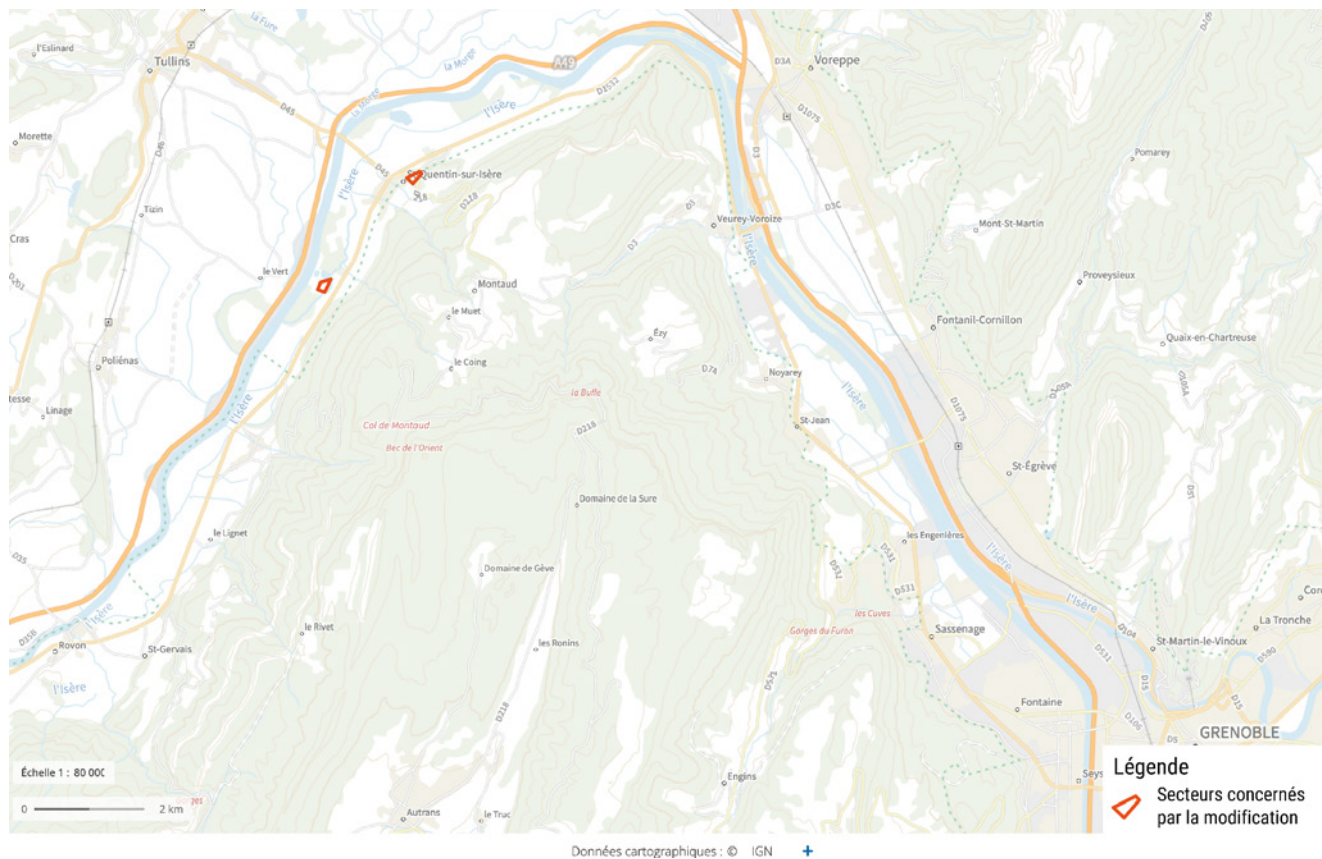
Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée (annexe II 2).

Extrait de la "Notice explicative pour l'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable", Ministère chargé de l'urbanisme, juillet 2022

Rappel du contexte et du projet de modification

Le projet de modification concerne deux secteurs, le **centre-bourg** et une **partie d'une ancienne gravière au bois des Oves**. Le contexte est rapidement décrit ci-dessous, pour plus de détails, voir le dossier du projet de modification joint.

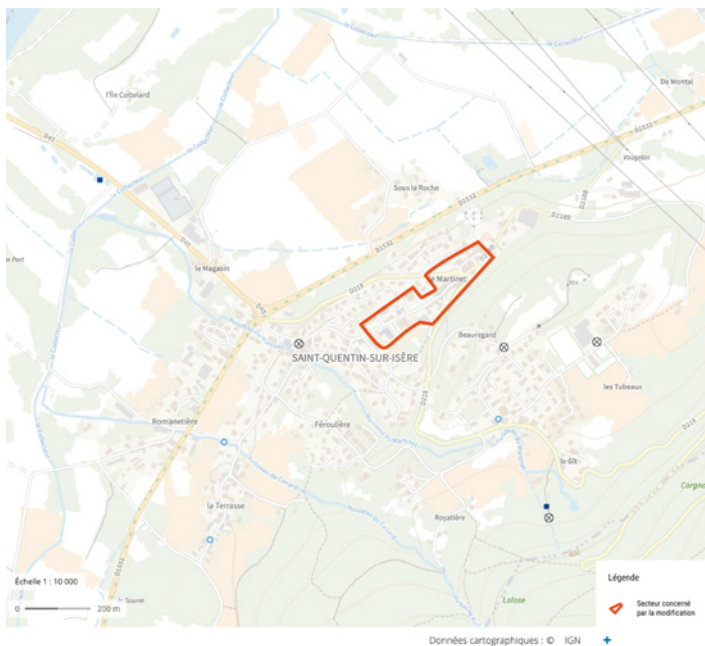
Situation des secteurs concernés



Centre-bourg, modification des règles d'implantation

La rédaction actuelle du règlement permet dans cette zone aux constructions nouvelles de **s'implanter à l'alignement s'il y a des constructions existantes** (art. Ua6). L'implantation par rapport aux limites séparatives pour une construction neuve doit se faire à 3m minimum (et h/2) à moins qu'elle ne se fasse sur la limite séparative (art. Ua7).

Afin de garder la **possibilité d'évolution et de réhabilitation du bâti ancien**, il est proposé d'ajouter un peu plus de souplesse à cette règle en **permettant une implantation entre les 0 et 3m de la limite séparative ou de la voirie si cela se justifie d'un point de vue architectural et urbain.**



L'autorisation de stockage et de revalorisation de déchets inertes sur un secteur du Bois des Oves

Le site se trouve dans la partie nord du lieu-dit des Oves.



Le terrain est déjà **largement anthropisé** depuis plusieurs décennies, en surface comme en sous-sol. En effet, le terrain concerné par le projet de modification du règlement est utilisé depuis la fin des années 80 **pour l'extraction de graviers du lit de l'Isère**. A la suite d'une longue procédure lors de l'arrêt de l'exploitation visant à **stopper son remblaiement avec du "tout-venant"**, la commune a classé le terrain en zone agricole afin d'empêcher toute nouvelle exploitation du lit de la rivière.

Cependant les terrains n'ont plus d'usage agricole et les matériaux utilisés pour le **remblaiement ne permettent pas une reprise d'une végétation en haute tige** (voir dossier du projet de modification, annexe 2).

Au début des années 2010, un stockage de bois a été installé sur la parcelle, puis un stockage de matériaux inertes.

La présente modification vise à régulariser la présence de cet usage.

A noter qu'en fonction du projet, l'exploitation et la valorisation des déchets inertes sera soumise à étude d'impact.



1970



1979, la gravière en activité



1987, la gravière est étendue



1993, le remblaiement a démarré



1998



2009. Plus de 20 ans après le début du remblaiement, une végétation basse

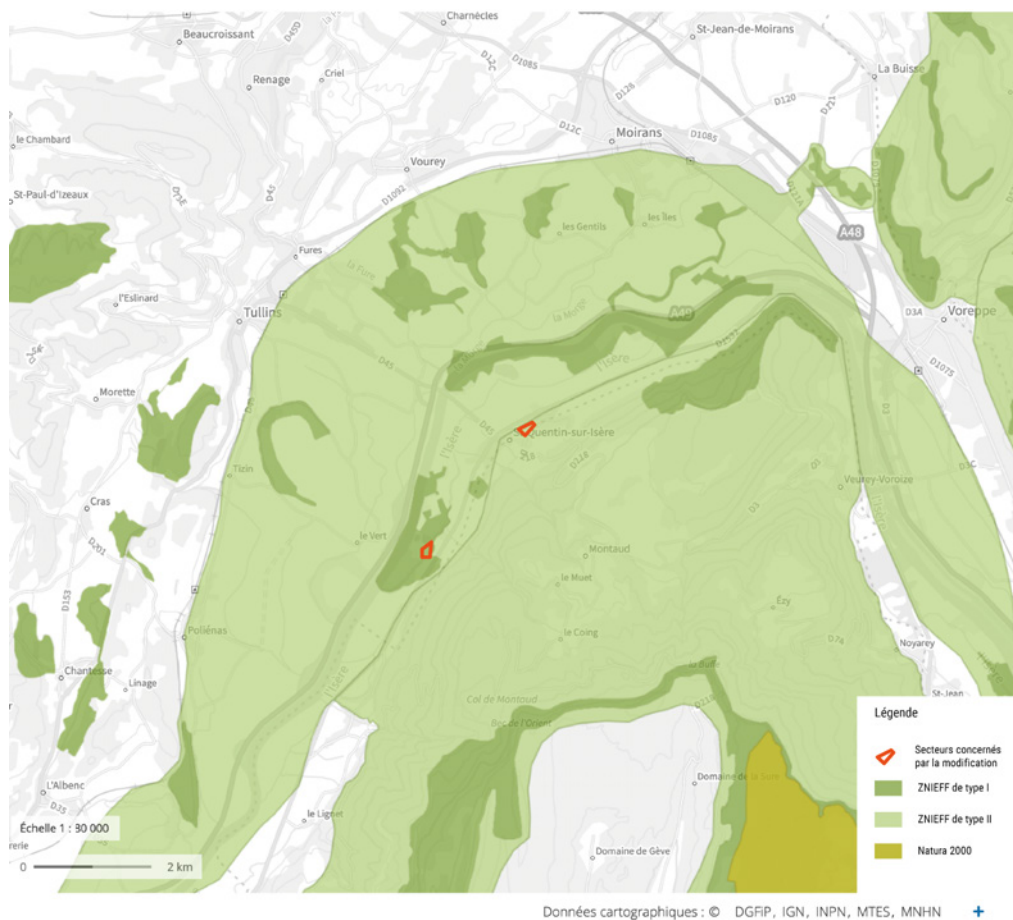
Extrait du dossier de modification joint : Evolution du site visible à travers les images aériennes.

Incidences sur l'environnement de la procédure envisagée

1. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

Les modifications projetées **ne se trouvent pas dans un site Natura 2000**. Le plus proche, Les Hauts Plateaux du Vercors (*Directive Habitat, en jaune sur la carte ci-dessous*), se trouvant à environ 7km des deux lieux concernés par la modification.

Modification simplifiée du PLU de Saint-Quentin-sur-Isère
Examen au cas par cas "ad-hoc" - Auto-évaluation



Protections ZNIEFF et Natura 2000 sur une base cartographique



Protections ZNIEFF et Natura 2000 sur une base photographie aérienne

Il n'y a donc pas d'impact du projet de modification sur un site Natura 2000.

2. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?

Le projet de modification des règles de recul sur le **centre-bourg** n'aura pas d'incidence sur les milieux naturels et la biodiversité, car il concerne un secteur déjà artificialisé.

Bois des Oves

Le site se trouve dans la **ZNIEFF de type 1 "Bois des Oves au lieu-dit La Renaudière"**

Commentaire sur la fiche de la ZNIEFF, extraite de la base du Muséum National d'Histoire Naturelle :

"Situé dans la partie sud de Saint-Quentin-sur-Isère, ce bois est délimité par le canal de Saint-Quentin et l'Isère et forme une île boisée au milieu des champs de maïs. C'est l'un des derniers grands vestiges de la forêt riveraine de l'Isère. Il est intéressant par son homogénéité, la diversité du sous-bois et la présence du plan d'eau des Oves, peu artificialisé, où se développe une flore aquatique abondante.

On note aussi la présence d'une station de petite massette sur la rive droite de l'Isère. Appelée localement "Chandelle" ou "Quenouille" du fait de son apparence, cette plante affectionne les plages graveleuses du bord des rivières. Victime de l'aménagement des cours d'eau, elle est devenue très rare."

Source : <https://inpn.mnhn.fr/docs/ZNIEFF/zniefpdf/820032145.pdf>

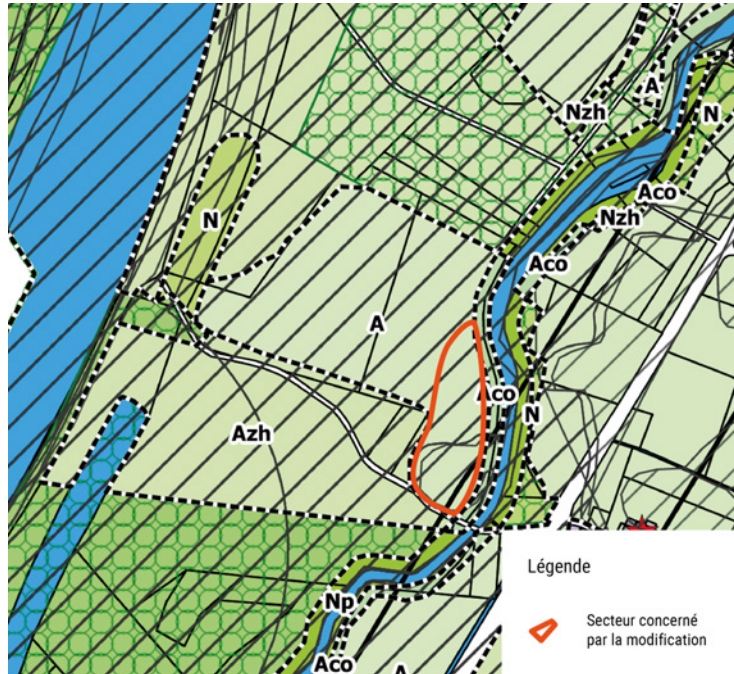




Zoom dans la ZNIEFF "Bois des Oves au lieu-dit La Renaudière"

Le site concerné par la modification se trouve sur en bordure Est de cette ZNIEFF, côté RD1532. L'état actuel anthropisé du site, sa proximité avec la route et sa faible emprise (<1%, 1 ha sur les 117 ha de la ZNIEFF) induisent une incidence limitée sur la ZNIEFF.

La modification ne concerne que la partie classée en zone A "simple" et n'autorise en aucun cas cet usage en zones Aco (Corridor écologique) et Azh (Zone humide) qui se trouvent à proximité.



Extrait du zonage réglementaire du PLU en vigueur

3. La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

Le projet de modification des règles de recul sur le **centre-bourg** n'aura pas d'impact sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, car il concerne un secteur déjà urbanisé.

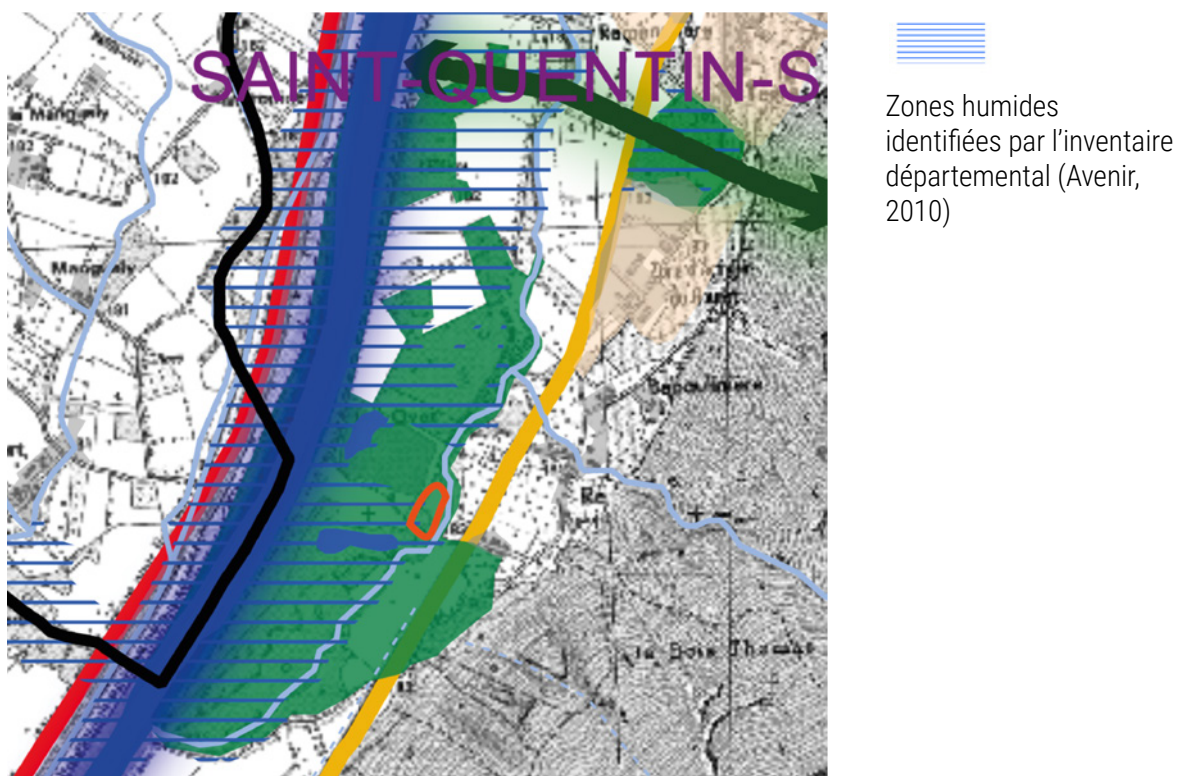
L'historique repris à travers les photographies aériennes montrent que le site du **bois des Oves** a fait l'objet de plantation d'arbres, ce qui se lit à son couvert forestier dense et régulier. A partir des années 80 le site a été exploité en gravière. Depuis trois décennies cet espace n'a plus de vocation agricole ou forestière et ne peut également plus être considéré comme un espace naturel. La nature de son sous-sol ne permet pas la reprise d'un couvert forestier ou encore une exploitation agricole.

La **réalité du site ne correspond donc plus à un usage agricole ou forestier** et permettre à cet endroit un usage de stockage et valorisation de déchets inertes n'aurait pas d'effet sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

4. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

Le projet de modification des règles de recul sur le **centre-bourg** n'aura pas d'impact sur une zone humide, car il concerne un secteur déjà urbanisé où aucune zone humide n'a été recensée.

Le **bois des Oves** est référencé à grande échelle dans le SCoT au titre de zone humide et la zone concernée se trouve en limite. L'étude du PLU à échelle plus fine a permis de définir des contours plus précis et le secteur n'est pas retenu. **Si la sensibilité liée à la ZNIEFF est à prendre en compte, le site concerné ne fait pas l'objet d'un référencement zone humide.**



Extrait de la cartographie Trame Verte et Bleue du SCoT. Entouré en rouge, le secteur concerné.

5. La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable et sur l'assainissement ?

La commune dispose d'un réseau d'assainissement collectif géré au niveau intercommunal sur le secteur du centre-bourg. La modification, en permettant de venir en limite de propriété en **centre-bourg**, pourrait éventuellement augmenter les surfaces constructibles et/ou le nombre de logements possibles.

Mais cela n'entraînera qu'une faible augmentation au vu de nombre parcelles concernées et n'induirait ainsi pas une incidence notable de l'utilisation de la ressource en eau dans un contexte où l'adduction et l'assainissement sont par ailleurs assurés.

Les modifications proposées sur le **secteur des Oves** n'auront pas d'incidence sur l'eau potable (le captage le plus proche "captage Gouret" se trouvant à plus d'1km, de l'autre côté de la RD) ou sur l'assainissement.

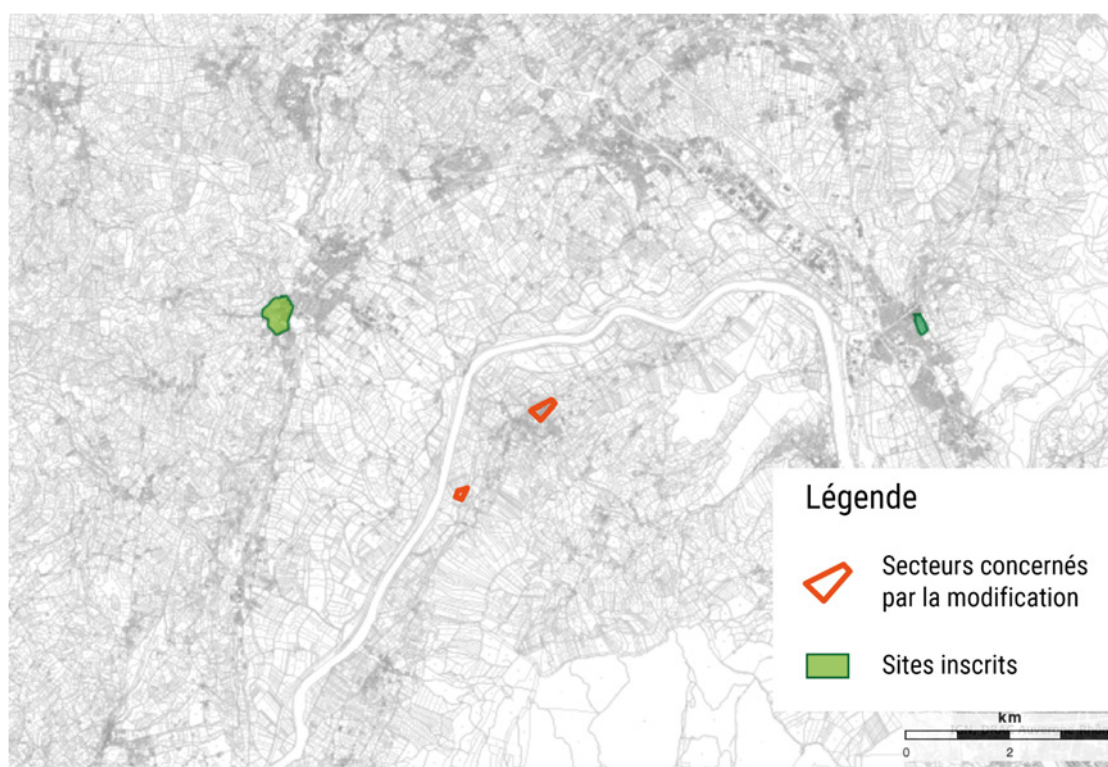
6. La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

En ce qui concerne les règles de reculs en zone Ua pour le **centre-bourg**, les éléments concernant la gestion des eaux pluviales du règlement du PLU ne sont pas modifiés. La gestion doit être faite à la parcelle (page 12 du règlement du PLU)

Pour le secteur du **bois des Oves**, et conformément à l'article A4 du règlement du PLU (page 63), l'exploitant devra répondre aux mêmes obligations de traitement et de gestion des eaux pluviales à la parcelle. Pour rappel, un dossier loi sur l'eau pourra également être nécessaire selon les surfaces du projet.

7. La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?



Les deux sites ne font l'objet d'aucune protection particulière.



Le **centre-bourg** et le **bois des Oves** se trouvent à 5 km du site classé ou inscrit le plus proche : **"vieille ville de Tullins et ses abords"**, site Inscrit.

La proposition d'implantation permettant de créer un front bâti correspond au tissu du **centre-bourg**, en permettant aux bâtiments neufs et extensions de s'implanter en accord avec les bâtiments voisins et de rester dans les emprises et gabarits des ces constructions.

En termes de **paysage**, le site du **bois des Oves** est visible depuis la RD 1532 et est principalement composé d'arbres caducs. Dans les dix dernières années, l'implantation d'un stockage de bois et plus récemment du stockage de matériaux ont modifié le premier plan arboré et sa perception depuis la route, notamment en période de chute des feuilles.

	<p>Image Google streetview au sud du secteur, en février 2021</p>
	<p>Image Google streetview au sud du secteur, en juin 2021, une fois la végétation en feuille, il y a constitution d'un écran boisé</p>

A noter que ces boisements ne sont pas classés en Espace Boisé Classé (EBC) à la différence des boisements alentour.



Extrait du règlement graphique du PLU en vigueur

L'insertion paysagère sera à prendre en compte dans le futur projet d'exploitation afin que celle-ci n'ait pas d'incidence notable sur ce point.

8. La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

Il n'y a pas de SIS répertoriés sur la commune.

Le stockage et la valorisation des déchets inertes sur le site des **Oves** vise à proposer une réutilisation des matériaux provenant majoritairement de la construction de logements.

9. La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

La commune est très largement concernée par un Plan de Prévention des Risques Inondation. La modification des règles de recul en zone Ua **centre-bourg** ne concernent que des parcelles en zone "blanche" du PPRI Isère Aval, les propositions n'auront pas pour effet d'exposer plus de population à des risques.

Le site du **bois des Oves** se trouve également dans une zone blanche du PPRI de l'Isère aval dont le périmètre correspond à une dépression trace de l'ancienne gravière

Cependant, les zones blanches restent des zones à surveiller.

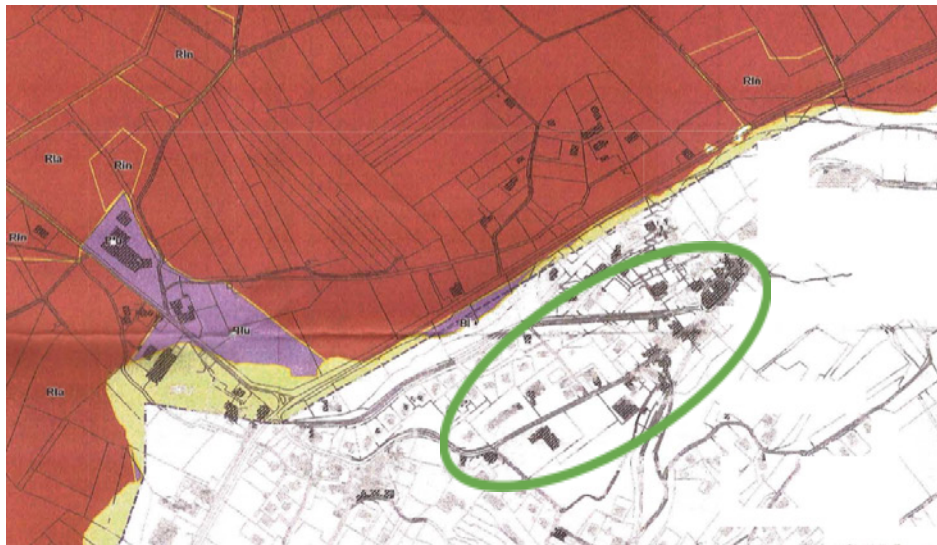
Extrait du préambule du Règlement PPRI (p.6):

"Avertissement concernant la zone blanche, proche des zones inondables :

En dehors des zones rouges et bleues définies dans le zonage réglementaire du présent PPR, le risque d'inondation normalement prévisible est très faible jusqu'à l'aléa de référence retenu. La zone blanche ainsi définie n'est pas sujette à des prescriptions particulières.

Cependant, pour l'établissement et l'utilisation de sous-sols et dispositifs enterrés, il appartient au maître d'ouvrage de prendre en compte la présence possible d'une nappe souterraine et l'éventualité, à proximité des zones rouges et bleues, d'une crue supérieure à la crue de référence."

La possibilité de stockage et de valorisation des déchets inertes correspond au périmètre de cette zone blanche du PPR et n'aura pas d'incidence sur les risques. L'éloignement des habitations limite également les nuisances sonores, poussière etc.



Extrait du scan de la cartographie papier du PPRI Isère Aval, zoom sur le **centre-bourg**, figuré en vert



Extrait du scan de la cartographie papier du PPRI Isère Aval, zoom sur le secteur **bois des Oves**, figuré en vert

Extraits de la cartographie de zonage papier du PPRI Isère Aval, consultable ici : https://www.isere.gouv.fr/content/download/51876/353161/file/ISERE_AVAL_PPRI_ZONAGE_OUEST_20070829.pdf

10. La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

L'activité de stockage et de valorisation au bois des **Oves** pourrait entraîner une augmentation de la circulation de poids-lourds ainsi que des soulèvements de poussières. Cela sera à préciser dans l'étude d'impact du projet.

Les modifications projetées auront peu d'incidences sur les questions de l'air, de l'énergie ou du climat.

Il apparaît donc que les motifs de cette procédure de modification simplifiée du PLU de Saint-Quentin-sur-Isère **n'auront pas d'incidences notables sur l'environnement**.

Aussi, conformément à la procédure d'examen au cas par cas ad-hoc, la collectivité estime que le projet de modification simplifiée ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale. A ce titre, Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté sollicite l'avis conforme de l'Autorité Environnementale.